



Tous ensemble, Public et Privé, Jeunes et Retraité(e)s, Pour résister dans l'UNITE, en affirmant nos revendications !

Plus de 70% de la population est contre les mesures antisociales de M. Macron, président des riches.

Encore des mauvais coups : baisse des cotisations sociales, donc de notre salaire ; nouvelles attaques contre le pouvoir d'achat des retraité(e)s ; démantèlement de nos services publics (CAP22) et de nos industries ; casse de notre modèle social, suppressions de postes dans l'Education Nationale... **ÇA SUFFIT !**

Ce ne sont ni les précaires, ni les salarié(e)s, ni les retraité(e)s, ni les services publics qui coûtent cher, mais les exonérations de cotisations et l'évasion fiscale. **Tous ces cadeaux au patronat ne servent qu'à licencier et précariser, pour enrichir les actionnaires !**

Ce qui coûte «un pognon de dingue», ce sont les exonérations, les cadeaux au patronat et l'évasion fiscale !

**Dividendes versés 46,8 Milliards €
Fraude fiscale 60 à 80 Milliards €**

**Retraite moyenne 1 086 €
Seuil de pauvreté 846 €
8,9 millions de pauvres**

Emplois, salaires, services publics, retraites : Le Gouvernement se moque de nous ...

POUVOIR D'ACHAT

- Augmentation des salaires, du point d'indice, des pensions, allocations et minima sociaux
- Non à l'augmentation de la CSG.

SERVICES PUBLICS

- Défense et reconquête du service public accessible et de qualité sur tout le territoire dans l'intérêt des agents et de la population.
- Non aux privatisations !
- Non à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires !

CONQUÊTES COLLECTIVES

Garantie des emplois, des statuts, des conventions collectives et des missions : abrogation des lois El Khomri et des ordonnances Macron.

DROIT À LA RETRAITE

- Retour au droit à la retraite à 60 ans pour toutes et tous à taux plein.
- Maintien de tous les régimes par répartition.
- Non au régime unique par point.
- Maintien des pensions de réversion.

SÉCURITÉ SOCIALE

Défense de la sécurité sociale basée sur le principe «chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins».

DROIT AUX ÉTUDES

- Non à Parcoursup et à la sélection à l'Université.
- Maintien du baccalauréat comme diplôme national



... On a tous au moins une bonne raison d'agir ce 9 Octobre !